

Grand Paris : vers un nouveau report des véhicules polluants fin 2024

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 2 heures ,

Mis à jour il y a 39 minutes

[Copier le lien](#)



Le vice-proutident de la métropole du Grand Paris estime que «le calendrier n'est pas tenable».

L'interdiction de circulation pour 380.000 véhicules les plus polluants dans la métropole du Grand Paris, prochaine étape de sa zone à faibles émissions (ZFE), doit être de nouveau reportée, de juillet 2023 à «*fin 2024, début 2025*», a indiqué l'un de ses vice-proutidents à l'AFP.

Après une «*discussion entre tous les groupes*» en cours, la Métropole du Grand Paris (MGP) «*va acter le report en juin lors d'un conseil métropolitain*», a affirmé mardi Geoffroy Boulard, par ailleurs maire (LR) du XVII^e arrondissement de Paris.

Sujet politiquement brûlant

La MGP «*estime que le calendrier n'est pas tenable*», a encore dit Geoffroy Boulard. «*L'interdiction des Crit'air 3, selon toute hypothèse, interviendra après les Jeux*», a précisé ce vice-proutident de la MGP, du même bord politique que le proutident Patrick Ollier, évoquant l'échéance de «*fin 2024, début 2025*».

L'interdiction de circulation, du lundi au vendredi de 8h à 20h, des voitures arborant une vignette Crit'air 3 dans Paris et sa petite couronne a déjà été repoussée une première fois de juillet 2022 à juillet 2023. Cette nouvelle phase d'interdiction, la troisième après celles des véhicules non classés et Crit'air 5 (juillet 2019), puis Crit'air 4 (juin 2021), concerne 380.000 voitures, «*dont près d'une sur deux dans certaines communes situées en Seine-Saint-Denis*», souligne Geoffroy Boulard.

Le sujet est politiquement brûlant, particulièrement en cette période d'inflation, en raison des coûts de remplacement des véhicules. «*Le prêt à taux zéro n'est toujours pas garanti par l'État*», qui n'a pas non plus apporté de réponse à la métropole sur la «*mise en place du contrôle automatique*», ajoute Geoffroy Boulard, conscient que la MGP se trouve sur une «*ligne de crête entre une politique vertueuse*» du point de vue environnemental et son «*acceptabilité sociale*».

La proutidente LR de la région Île-de-France Valérie Pécresse s'est positionnée en faveur d'un nouveau report de 18 mois, pour les particuliers uniquement, tandis que la maire PS de Paris Anne Hidalgo, qui a promis la fin du diesel en 2024 dans la capitale, veut le maintien du calendrier et demande à Emmanuel Maprou de «*prendre ses responsabilités*». À ce jour, 11 métropoles ont leur ZFE, avec des calendriers différents. Mais en février, la Métropole de Lyon a annoncé «*l'assouplissement*» de son calendrier et «*la remise à plat*» de son projet d'extension.

La rédaction vous conseille

- [Paris 2024, «Rêver grand», projets... Les confidences de l'insatiable Madame Gruda](#)
- [Retraites : des Grands Boulevards à l'Opéra, la marche destructrice des casseurs au cœur de Paris](#)
- [Notre critique de Grand Paris: petit bijou](#)

Sujet

[Grand Paris](#)

À lire aussi

Hôpital, école, transports... Comment l'Etat gaspille notre argent, le constat accablant d'Agnès Verdier-Molinié 🇫🇷



Grève du jeudi 13 avril : à quoi faut-il s'attendre à la SNCF et à la RATP ?

- ▶ [REGARDER LA VIDÉO](#)

Intérim à l'hôpital : des contrats plus rémunérateurs proposés pour contourner le plafonnement des salaires

